

Langues, histoire des territoires... Cette enquête révèle l'attachement des Français à leurs régions

OUEST France - Didier LE CORRE - 22/09/2025

L'enseignement obligatoire des langues régionales ou celui de l'histoire des territoires sont désormais devenus des thèmes de plus en plus envisagés dans les régions. Une récente enquête de l'Ifop révèle aussi le rejet du centralisme par les Français.



Devant le phare de Sainte-Marine, à Combrit, dans le Finistère. Photo d'illustration. | GETTY IMAGES

L'Allemagne possède quatre capitales : Munich (économique), Bonn (politique), Berlin (historique et culturelle) et Francfort (financière). L'Italie, trois : Rome (officielle), Milan et Turin (pour l'économie). L'Espagne, c'est deux (Madrid et Barcelone), etc. En revanche, la France est l'un des pays les plus centralisés d'Europe. Économie, politique, culture, communication : en dehors de Paris, point de salut. Mais les limites de cette culture centralisatrice apparaissent de plus en plus évidentes aux yeux des Français qui soulignent l'absurdité de cette grosse machine, incapable de s'adapter aux territoires.

Et au moment où la Corse et la Nouvelle-Calédonie négocient avec Paris des statuts particuliers qui dépassent les actuelles compétences des Régions, on peut se demander jusqu'où un État éminemment jacobin comme la France peut accepter de bouger son curseur...

Un changement des mentalités

C'est tout l'intérêt de cette enquête de l'Ifop qui tente de déterminer l'état actuel de l'opinion ainsi que son évolution sur les trente dernières années. Pour ce faire, ce sondage, réalisé pour Régions et peuples solidaires (R & PS), s'est donc intéressé aux régions à forte identité : Alsace, Bretagne, Catalogne nord, Corse, Pays Basque nord et Pays de Savoie.

Le premier constat indique un net changement des mentalités en une dizaine d'années. Alors que, en 2012, seule la moitié des Français considéraient que les collectivités locales manquaient de pouvoir, ils sont désormais 68 % à partager cet avis. Ce désir de décentralisation traverse toutes les catégories sociales et politiques, avec des taux particulièrement élevés chez les seniors (73 %), dans les zones rurales (75 %) ou encore chez les électeurs de droite (75 %), et notamment de Marine Le Pen (79 %). Il existe une vraie volonté d'adapter les lois aux réalités locales (pour 73 % des Français), et

d'envisager le fédéralisme : 71 % y sont favorables, particulièrement en Alsace (86 %), en Bretagne (78 %) ou en Corse (76 %).

Soutien aux différentes revendications territoriales

Création d'une région Savoie (regroupant les deux départements)	65 %
Rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne	55 %
Création d'une région Alsace	55 %
Statut d'autonomie pour la Corse	51 %
Statut particulier pour le Pays Basque	50 %

Sondage réalisé par l'institut Ifop pour Régions et peuples solidaires. | SONDAGE IFOP

Cette évolution s'exprime aussi dans une remise en cause de la carte des régions dessinée en 2015. Le redécoupage totalement incohérent voulu par François Hollande est largement rejeté : 68 % des Français souhaitent une réforme tenant compte des spécificités historiques et culturelles. Ils sont 84 % en Alsace ou 72 % en Bretagne. L'Alsace incarne cette révolte avec 80 % de ses habitants réclamant une sortie du Grand Est. En Corse, trois quarts des habitants soutiennent le projet de loi d'autonomie, un taux qui grimpe à 87 % chez les jeunes. La tendance se retrouve ailleurs, comme en Savoie, où 51 % des habitants veulent une région spécifique, contre 41 % en 2000.

Revendications linguistiques

Ce qui frappe également dans les résultats de ce sondage, c'est la part de plus en plus importante prise par les revendications culturelles. La reconnaissance officielle des langues régionales rassemble 77 % des Français, un niveau quasi inchangé depuis 1999 et qui atteint des sommets dans les régions concernées : 93 % en Corse, 91 % au Pays Basque, 90 % en Alsace et 84 % en Bretagne.

Pour l'enseignement obligatoire des langues régionales

Alsace	78 %
Corse	76 %
Pays Basque	66 %
Catalogne	64 %
Bretagne historique	57 %
Pays de Savoie	49 %

Sondage réalisé par l'institut Ifop pour Régions et peuples solidaires. | SONDAGE IFOP

L'école est perçue comme le vecteur central de cette transmission : 84 % des Français plébiscitent l'enseignement de l'histoire régionale et 81 % souhaitent que chaque élève puisse apprendre une langue régionale. Dans les régions à forte identité, l'idée d'un enseignement obligatoire fait son chemin, avec 76 % de soutien en Corse, 78 % en Alsace et 66 % au Pays Basque, mais seulement 57 % en Bretagne.

Question : êtes-vous favorable à ?

L'enseignement à l'école de l'histoire régionale	84 %
La coofficialité des langues régionales aux côtés du français	77 %
L'enseignement obligatoire de la langue régionale	55 %
La possibilité donnée aux élus de s'exprimer en leur langue régionale	51 %

Sondage réalisé par l'institut Ifop pour Régions et peuples solidaires. | SONDAGE IFOP

« Identités alternatives »

Cette enquête traduit un phénomène général : dans un monde toujours plus aseptisé, les Français redécouvrent leurs racines, s'y intéressent de plus en plus et expriment un profond rejet du centralisme. Neuf Français sur dix estiment que l'État central est trop déconnecté des réalités locales, et 82 % dénoncent une couverture médiatique trop concentrée sur Paris. Seuls 35 % jugent que le gouvernement prend en compte les besoins de leur région, avec des niveaux critiques en Catalogne (24 %) et en Corse (30 %).

Cette défiance nourrit une affirmation identitaire de plus en plus marquée : 27 % des Français se disent aujourd'hui principalement attachés à leur région, contre 23 % en 2011, et jusqu'à 57 % en Corse ou 47 % en Bretagne. Dans certains territoires, l'identité régionale devance même l'identité nationale, 54 % des Corses se considérant d'abord comme Corses.

François Kraus, directeur du pôle politique et actualité à l'Ifop, qui a conduit cette enquête, estime que nous sommes aux prémices d'une nouvelle façon d'appréhender les territoires : « **La demande de décentralisation dépasse désormais les cercles militants et traverse toutes les générations ainsi que tous les courants politiques. Certaines aspirations, comme la reconnaissance des langues régionales, se révèlent d'une stabilité remarquable dans le temps, signe de leur enracinement profond dans la culture politique nationale. Cette évolution met en lumière l'émergence d'identités territoriales alternatives, capables de questionner le modèle jacobin sans remettre en cause l'unité du pays. Elle esquisse, au contraire, les contours d'une France plurielle où la diversité culturelle et territoriale est perçue comme une richesse à valoriser, notamment par les jeunes générations, annonçant une transformation durable du lien des Français à leur territoire** ».